

# La lettre des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique *numéro 2*

## AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

-La chapelle Launay : Raccordement RTE

- Le petit montoirin

-Trignac : Lettre de Sabine Mahé

- La Baule : logement social

-Panorama des actualités ANECR ainsi que de nos députés et sénateurs

## TABLE DES MATIERES

Les élus du département  
Les communiqués  
Les députés et sénateurs

## LIENS

Site National  
Fédération de Loire Atlantique  
Mouvement des Jeunes  
Communistes de France MJCF44  
Union des Etudiants Communistes  
Elunet

## LIENS PRESSE

Les Nouvelles de Loire Atlantique  
L'Humanité  
La Terre  
Economie et Politique  
La Revue du Projet

## AGENDA

Mer 24 Avr 2013 - 20:30 Alternative à l'austérité : L'Europe et la France en ont les moyens

Sam 18 Mai 2013 - 12:00 Fete des Nouvelles 2013

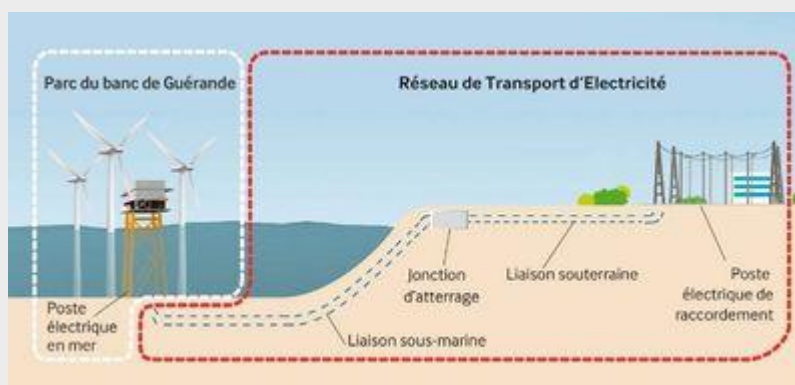
**CONTACTS REDACTEUR :**  
robin.salecroix@hotmail.fr - tél.: 06.23.28.64.29



*Voici le nouveau numéro de la lettre électronique des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique. A un rythme bi mensuel, cet outil nous permettra de mieux donner à voir l'activité de chacun de nos élus au niveau local et national.*

## **Les élus du département a l'offensive**

### **Sur le raccordement du parc éolien de Saint-Nazaire au réseau RTE**



Pour lire mon commentaire à ce propos sur le forum du débat public

Ce que j'ai réellement dit à la réunion publique du 9 avril à la Chapelle Launay - et dont le verbatim intégral a été retranscrit par la commission publique d'enquête - tient essentiellement en trois points :

- Premièrement, il y a un paradoxe à imposer des contraintes environnementales les plus complètes (Loi littoral, ZNIEF, etc...) à une commune comme la notre - ni plus ni moins qu'au bassin du Brivet ou à la Brière - et de les oublier aussitôt lorsqu'il s'agit d'implanter un équipement ou de situer un aménagement d'intérêt général tel que ZID - zone d'intérêt départemental devenue "Escospace" pour le conseil général (50 ha) - "virgule ferroviaire" pour RFF ou "Triangle de Savenay", pour le schéma logistique du Pôle métropolitain, alors que le SCOT exige, par ailleurs, la sauvegarde de zones agricoles pérennes.

- Ensuite, j'ai simplement souhaité que le périmètre d'étude soit élargi jusqu'à Pont-château, afin que l'hypothèse de l'utilisation de l'ancienne voie ferrée soit examinée pour le cheminement du câble de raccordement. Il est d'ailleurs plaisant de se voir reprocher par M. Rémy Klein un positionnement "pas dans mon jardin", alors qu'on ne voit guère ce qu'il a lui-même fait d'autre en faisant un lobbying apparemment efficace contre toute extension

de cette zone d'étude.

- Enfin, même si on me pressait, ce soir là, de conclure mon propos, j'ai tenu néanmoins à dire que si, par hypothèse, c'était finalement un site communal ou voisin qui était retenu pour le raccordement du parc éolien au réseau RTE à l'issue de l'enquête et de l'étude, il serait légitime, selon moi, qu'une telle implantation soit alors accompagnée de mesures compensatoires significatives.

Jean-Yves Martin  
Maire adjoint à la Chapelle Launay  
Plus d'infos sur : <http://jym44.blogspot.fr/>

### **Le petit montoirin**

Montoir Initiative Citoyenne :

Un projet pour notre ville.

C'est parti ! La presse se fait l'écho des futures élections municipales dans les communes de la Carène, annonce déjà les candidatures personnelles des uns (des unes) ou des autres et fantasme sur la composition des listes et les alliances possibles de tel ou tel parti ou groupes divers. A notre avis, ce tissu de suppositions parfois infondées, d'ambitions personnelles souvent intéressées, n'est pas la préoccupation majeure de nos concitoyens, en proie aux difficultés quotidiennes : pouvoir d'achat en berne, chômage en hausse, incertitude pour l'avenir, ...

Pour notre commune, l'heure est au bilan de l'évolution de notre ville depuis les dix années passées, dix années où les politiques municipales et les politiques de la Carène ont commencé à créer un nouveau Montoir. **L'heure est à travailler un projet pour développer notre ville au service des Montoirines et des Montoirins, au service des diverses associations qui animent la vie locale avec des bénévoles nombreux et disponibles.**

C'est pourquoi nous nous proposons, avec la mise en place de la démarche que nous appelons Montoir Initiative Citoyenne, d'élaborer avec la participation du maximum de Citoyens, un projet pour la ville de Montoir et de ses habitants. Un projet articulé sur trois axes majeurs : un bilan critique et constructif des années passées, une volonté de travailler avec toutes les sensibilités de la gauche, un positionnement refusant clairement d'accepter toutes les mesures d'austérité en direction des collectivités locales et de la population.

Avec Montoir Initiative Citoyenne, nous vous inviterons à dire ce que vous souhaitez pour l'avenir . Les questions ne manquent pas : Quelle évolution des impôts locaux ? Comment intégrer le nouveau quartier de L'Ormois au centre de la ville ? Comment résoudre le problème du stationnement en Centre-ville ? Quelle politique culturelle développer avec la nouvelle salle de spectacle ? Quel développement futur pour le logement locatif et l'accession à la propriété pour les foyers modestes ? Quel projet pour urbaniser les anciens terrains de football ? Comment dynamiser l'ensemble Bellevue Gron avec la construction de la nouvelle école ? Et bien d'autres questions ...

Nous ferons connaître à tous les démarches qui permettront à ceux qui le souhaitent de donner leur avis et d'élaborer le projet du futur pour Montoir.

[Le petit montoirin en intégralité ici.](#)

## Trignac : Lettre de Sabine Mahé



Madame, Monsieur,

Nous voici à moins d'un an des élections municipales, une échéance électorale majeure pour chacune et chacun d'entre nous.

En pleine crise, je mesure bien dans mes rencontres quotidiennes les difficultés qu'affrontent de nombreuses familles de Trignac. Je mesure aussi vos exigences et vos espérances.

Et, je mesure aussi ce que nous pouvons accomplir ensemble.

Ensemble, nous avons mené de nombreuses batailles pour défendre nos emplois, notre industrie et nos services publics.

Ensemble, malgré les restrictions budgétaires imposées aux communes, nous avons réussi, avec le concours de la CARENE, à transformer la ville en menant à bien un ambitieux travail de rénovation urbaine à Certé, reconnu nationalement pour sa qualité. **Ensemble, nous avons voulu construire une ville toujours plus ouverte, plus solidaire, toujours plus accessible.**

Version intégrale disponible ici

## La Baule : Logement social, la communication masque la réalité

Lors de la visite du sous-préfet à La Baule, l'État a salué l'effort de la station pour intégrer des logements sociaux dans les constructions neuves. Avait-il les bonnes informations ? Le groupe d'opposition municipale « Agir pour l'Avenir » est furieux, il dénonce une opération de communication qui cache la vérité.

L'amende pour non respect de la loi SRU est pour la Ville de La Baule de 400 000 €. Les investissements de la Ville en matière de logement social permettront de ne rien payer pour cette année après constatation des efforts engagés. Françoise Haudebourg adjointe aux affaires sociales affirme que sur 125 logements sociaux à réaliser sur trois ans il n'en reste que 55 à réaliser. La réalité pour l'opposition est tout autre.

Erwan Le Moigne précise qu'à La Baule « il y a 30 % de résidences principales, 70 % de résidences secondaires, les logements sociaux représentant 6 % des résidences principales et moins de 2 % de l'ensemble. Il y a à La Baule 520 logements sociaux pour une demande annuelle de 1 244 ménages, et non 250 comme l'affirme le maire ». [...]

[Version intégrale disponible ici](#)

## Les derniers communiqués

**La crise n'est pas morale, elle est sociale et politique !**

Les révélations et rebondissements de l'affaire Cahuzac n'en finissent plus

d'alimenter l'actualité. On a vu François Hollande essayer de reprendre la main en annonçant une série de mesures. Les créations d'une haute autorité indépendante et d'un paquet financier sont pétries de bonnes intentions mais avec quels moyens au niveau européen et national ces propositions seront mises en oeuvre ? Les services fiscaux ont subi une saignée de 25 000 agents sur les dix dernières années !

La représentation nationale doit s'emparer du dossier dans l'urgence pour couper les racines des liens entre pouvoir politique et financier plutôt que de s'occuper de transcrire l'accord national interprofessionnel du Medef dans la loi.

Il faut en finir avec les politiques d'austérité. Ce dont le pays a besoin ce n'est pas de morale mais de changement !

Salariés, ouvriers, employés notre patrimoine à nous c'est le code du travail, les salaires dignes, la protection sociale, les services publics ! Nous aussi déclarons notre patrimoine et défendons le !

Avec ses partenaires du front de gauche le parti communiste propose une grande marche pour le changement et la VI ème République le 05 mai à Paris. Construisons ensemble, dans le rassemblement une issue positive à la crise politique et sociale actuelle.

**Aymeric SEASSAU**  
Secrétaire départemental du PCF / Conseiller régional des PDL.

## L'ANECR/ADECR



**Combattre l'austérité, remettre en chantier l'acte III, démocratiser en profondeur la République**

*L'ANECR appelle à faire de la marche citoyenne du 5 mai à Paris un grand succès*

jeudi 18 avril 2013

Combattre l'austérité, remettre en chantier l'acte III, démocratiser en profondeur la République. L'ANECR appelle à faire de la marche citoyenne du 5 mai à Paris un grand succès. Alors que les souffrances sociales explosent, vient en pleine lumière l'emprise indécente du pouvoir de l'argent sur notre société. Dans le même temps, le cap de l'austérité est maintenu, renforçant la profonde déception d'une majorité de notre peuple qui a voulu le changement en mai 2012.

La situation de crise exige plus que jamais un changement de cap. La domination de la finance doit être résolument combattue, une nouvelle République doit donner le pouvoir aux citoyens. L'ANECR se reconnaît pleinement dans les exigences portées par la marche citoyenne organisée le 5 mai à Paris et appelle toute et tous à en faire un succès susceptible de rouvrir l'espoir.

## **Nous disons cap à gauche**

- pour combattre efficacement l'évasion fiscale des grands groupes et des plus fortunés, évasion qui se traduit par des sommes colossales échappant à l'impôt et, par conséquent, un énorme manque à gagner pour les réponses publiques à tous les échelons et dans tous les territoires.

- Pour cesser d'asphyxier les collectivités territoriales. Nous demandons une réforme fiscale d'ampleur mettant à contribution les actifs financiers des entreprises.

- Pour un renouveau démocratique profond de nos institutions. Il est nécessaire de redonner le pouvoir aux citoyens, à contrario des processus qui, à tous les niveaux, les en ont progressivement dessaisis.

- Pour la remise en chantier de l'acte III de la décentralisation, Un tel « big bang » de nos institutions constitue de fait un changement constitutionnel et mérite à ce titre - une grande consultation citoyenne ou un référendum.

- Pour un rôle moteur pour les communes, échelon pertinent du débat démocratique avec des formes de consultations obligatoires sur les grands enjeux.

- Pour un Etat garant de l'égalité des droits des citoyens sur tout le territoire.

- Pour la proportionnelle pour tous les scrutins : la réforme gouvernementale des scrutins locaux, qui l'exclut pour l'élection départementale et qui vient d'être rejetée par le Sénat pour la deuxième fois doit être définitivement retirée.

- Pour créer les conditions sans tarder et sans tergiverser du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales. Ce sont de telles mesures qui permettront de rouvrir l'espoir en l'avenir et rétablir la confiance entre nos concitoyens et leurs institutions. Faisons de la marche du 5 mai à Paris un événement incontournable !

## **Nos députés et sénateurs**

**- Le gouvernement musèle le Sénat pour que le MEDEF impose sa loi aux salariés**

Sécurisation de l'emploi : recours au vote bloqué

Par le groupe CRC / 20 avril 2013

Aujourd'hui, alors que le Sénat examinait l'article 4 du projet de loi transposant l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 exigé par le MEDEF, le Gouvernement a imposé au Sénat la procédure du vote dit « bloqué », après seulement 48 heures de débat, ce qui prive les sénatrices et sénateurs de leur droit constitutionnel à présenter dans le détail leurs amendements et à demander à ce qu'il soit procédé à des votes sur chacun des amendements.

Cette décision constitue une première inacceptable, un coup de force contre la démocratie et le monde du travail. Jamais un Gouvernement n'aura usé d'une telle

arme à l'encontre de sa majorité parlementaire. C'est la démonstration de l'incapacité du Gouvernement à répondre aux questions et aux contre-propositions formulées par les 450 amendements élaborés avec le monde du travail et présentés par le groupe Communiste Républicain et Citoyen et qui s'opposaient frontalement au projet de loi rédigé par le MEDEF.

Face à la mobilisation sans faille des sénatrices et sénateurs Communistes Républicains et Citoyens, très souvent plus nombreux dans l'hémicycle que les sénatrices et sénateurs des autres groupes, le Gouvernement a préféré fuir le débat, comme l'avait fait, en son temps, Nicolas SARKOZY, avec la réforme des retraites, contre son opposition.

Et pour cause. Hier sur la base de ses amendement, le groupe CRC a fait la démonstration qu'il y avait une majorité de Gauche au Sénat, pour adopter des mesures différentes à celles que veulent imposer le patronat. Le Gouvernement, qui a fait la promesse à Madame PARISOT que le Parlement adopterait au mot près le texte qu'elle a rédigé, ne pouvait l'accepter et a préféré mettre un terme au débat, quitte à piétiner le droit du Parlement à faire la loi. [www.groupe-crc.org/](http://www.groupe-crc.org/)